



## **Projet de résolution de l'INITIATIVE COMMUNISTE sur le Sommet de l'UE pour la Sécurité Commune et de la Politique de Défense**

Le Sommet de l'UE du 19 décembre 2013 approfondit l'agressivité politique de l'Union européenne et augmente les dépenses militaires parasitaires. Les partis qui participent à « l'Initiative des partis communistes et ouvriers », afin d'étudier et d'élaborer des objectifs sur les questions européennes et de coordonner leur activité, considèrent que les décisions adoptées lors du Sommet européen le 19/12/2013 confirment le caractère impérialiste et militariste de l'Union européenne, et vont contribuer au renforcement de la politique agressive et des capacités militaires interventionnistes de l'Union européenne et des États membres.

Dans une situation mondiale caractérisée par l'aiguïsement de la lutte des classes, les attaques croissantes contre les classes laborieuses et les contradictions croissantes entre pôles et puissances impérialistes, les décisions prises lors du sommet européen vont stimuler et faciliter une plus grande intervention militaire et politique européenne dans les pays tiers, tout comme, au jour le jour, la création, de plus en plus indispensable, des conditions nécessaires pour le renforcement de l'exportation des capitaux et le contrôle des ressources naturelles pour la rentabilité des monopoles européens. Ces mesures sont prises en raison de la grande nécessité de soutenir le capital monopoliste européen dans les conditions de la crise capitaliste.

À un moment où la classe ouvrière et les peuples d'Europe souffrent des conséquences dramatiques des mesures antisyndicales et antipopulaires appliquées par l'Union européenne et les gouvernements des États membres pour permettre aux grandes entreprises d'accroître leur taux de profit, le sommet européen favorise l'augmentation des dépenses de « l'industrie européenne de défense », ayant comme critère les besoins de l'Union européenne et de l'OTAN, en augmentant les dépenses publiques en faveur des groupes monopolistes de l'industrie d'armement, et la réduction des ressources de la classe ouvrière et des besoins de la population.

Tandis que l'UE essaie de devenir de plus en plus une puissance militaire autonome, dans le même temps, elle agit en alliance et en coordination avec l'OTAN, sur la base des intérêts stratégiques généraux de l'impérialisme. Parallèlement, la concurrence inter-impérialiste est aiguisée par la recherche du contrôle d'espace géopolitique plus étendu et de la capacité d'agir militairement à l'échelle mondiale.

Les décisions adoptées à ce sommet européen expriment la dictature du Capital, entraînant des conséquences désastreuses pour les peuples du monde, qui auront à souffrir davantage de l'interventionnisme et de l'agression de l'UE. En même temps, la classe ouvrière et les peuples d'Europe seront eux-mêmes directement victimes de ces mesures qui établissent un lien entre la sécurité extérieure et la prétendue "sécurité intérieure" contre "l'ennemi-peuple". En conformité avec le Traité de Lisbonne, les plus grandes capacités militaires des structures de l'UE et des États membres doivent être utilisées pour le contrôle et la répression de la classe ouvrière et des couches populaires à un moment où la crise capitaliste conduit à une augmentation des mobilisations des travailleurs et du peuple.

De même, les décisions prises au Sommet cherchent à manipuler idéologiquement les peuples d'Europe. Elles visent à étendre leur influence sur le système d'enseignement et les programmes d'études afin de promouvoir les lignes fondamentales de ces politiques militaristes, la stratégie du Capital. En termes concrets, il va être demandé d'inculquer à la jeune génération les buts de la classe bourgeoise, d'accepter la propagande impérialiste.

Par conséquent, nous rejetons les résolutions adoptées à l'occasion de ce sommet et nous dénonçons le fait que ce sommet européen approfondisse le caractère de l'Union Européenne comme une alliance impérialiste inter-étatique utilisant toutes les méthodes répressives et bellicistes afin de maintenir la rentabilité des monopoles dans un monde de plus en plus ébranlé par les contradictions inter-impérialistes.

Nous appelons la classe ouvrière et les couches populaires à développer la lutte contre toutes ces mesures et à aller résolument de l'avant dans la lutte pour la paix, pour la défense des droits et libertés des travailleurs et des peuples et contre les guerres impérialistes.

Il est nécessaire aujourd'hui de renforcer la lutte pour la défense du droit de chaque peuple à choisir souverainement sa propre voie de développement, y compris le droit de se désengager de la multi-dépendance de l'UE et de l'OTAN, ainsi que le droit de choisir le socialisme. La paix dans le monde, le respect des droits souverains des peuples, par l'établissement de relations entre les pays fondées sur l'avantage mutuel et la coopération, peuvent seulement être obtenus de cette façon.